

Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Suchabfrage	20.04.2024
Thema	Keine Einschränkung
Schlagworte	Gesamtarbeitsverträge (GAV)
Akteure	Gewerkschaft Medien und Kommunikation (syndicom)
Prozesstypen	Keine Einschränkung
Datum	01.01.1965 - 01.01.2024

Impressum

Herausgeber

Année Politique Suisse
Institut für Politikwissenschaft
Universität Bern
Fabrikstrasse 8
CH-3012 Bern
www.anneepolitique.swiss

Beiträge von

Benteli, Marianne
Berclaz, Philippe
Schaub, Hans-Peter

Bevorzugte Zitierweise

Benteli, Marianne; Berclaz, Philippe; Schaub, Hans-Peter 2024. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Gesamtarbeitsverträge (GAV), Gewerkschaft Medien und Kommunikation (syndicom), 1992 - 2023*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern. www.anneepolitique.swiss, abgerufen am 20.04.2024.

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Chronik	1
Infrastruktur und Lebensraum	1
Verkehr und Kommunikation	1
Post und Telekommunikation	1
Sozialpolitik	2
Bevölkerung und Arbeit	2
Kollektive Arbeitsbeziehungen	2
<hr/>	
Parteien, Verbände und Interessengruppen	2
Verbände	2
Arbeitgeber	3
Arbeitnehmer, Gewerkschaften	3

Abkürzungsverzeichnis

UVEK	Eidgenössisches Departement für Umwelt, Verkehr, Energie und Kommunikation
SBB	Schweizerische Bundesbahnen
GAV	Gesamtarbeitsvertrag

DETEC	Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication
CFF	Chemins de fer fédéraux suisses
CCT	Convention collective de travail

Allgemeine Chronik

Infrastruktur und Lebensraum

Verkehr und Kommunikation

Post und Telekommunikation

ANDERES
DATUM: 13.12.2000
PHILIPPE BERCLAZ

A l'instar des CFF (voir ici), **Swisscom** a abandonné le statut de fonctionnaire. La **convention de collective de travail (CCT)** a été signée par la direction et les associations de personnel en juin. Le document entrera en vigueur le 1er janvier 2001 pour une durée de trois ans. Le CCT prévoit la semaine de 40 heures, soit une réduction d'une heure par rapport à l'ancienne situation, ainsi que cinq semaines de vacances par an. Elle introduisait aussi un nouveau système salarial incluant une part au mérite et tenant compte du succès de l'entreprise sur le marché. Se basant sur la CCT de Swisscom, le Syndicat de la communication a exigé que tous les travailleurs du secteur des télécommunications soient protégés de la même façon.¹

ANDERES
DATUM: 11.10.2001
PHILIPPE BERCLAZ

En avril, les négociations entre La Poste, le Syndicat de la communication et Transfair en vue d'une première convention collective du travail (CCT) ont abouti et leur résultat a été transmis aux organes de décision des trois partenaires. La **CCT Poste**, fondée sur la nouvelle loi sur le personnel de la Confédération, fixe un nouveau système salarial, une garantie salariale jusqu'à fin 2004, un minimum de cinq semaines de vacances par an, une protection contre les licenciements et des dispositions relatives à la sécurité de l'emploi. En outre, les syndicats ont pour la première fois un droit de codécision. Quant à la CCT personnel auxiliaire, elle prévoit une réglementation spécifique des salaires et des allocations, ainsi qu'une procédure de résiliation fondée sur le Code des obligations. Pour le reste, les dispositions de la CCT Poste s'appliquent. En été, le conseil d'administration de La Poste a donné son approbation aux deux CCT. A une quasi-unanimité, le Syndicat de la communication et Transfair ont fait de même, mais décidaient de soumettre les textes à un référendum auprès de leur base respective. Les membres des deux syndicats approuvaient à leur tour les deux CCT. N'ayant plus d'obstacle, elles entreront en vigueur le 1er janvier 2002.²

ANDERES
DATUM: 06.06.2004
PHILIPPE BERCLAZ

Dans le cadre du renouvellement de la convention collective de travail (CCT), La Poste a annoncé en début d'année son intention de différencier les salaires et les autres conditions de travail, afin de réduire et ramener le déficit du réseau à CHF 300 millions par an. L'objectif est de passer à un système axé sur les branches d'activités, avec des CCT de branches. Par ailleurs, la nouvelle étape de restructuration de l'entreprise entraînera la suppression de 1'500 emplois d'ici à 2007. Les syndicats ont refusé **l'externalisation des unités d'affaire de La Poste**. Afin de dénoncer les propositions de La Poste, des pauses ont été prises par 2'000 employés de La Poste dans sept villes suisses. Dans un deuxième temps, le Syndicat de la communication a organisé de nouvelles actions décentralisées dans une cinquantaine de lieux. Face à la mobilisation des syndicats, La Poste a renoncé à conclure une nouvelle CCT. Les conventions en vigueur ont été prorogées sans modification jusqu'à la fin 2005.³

ANDERES
DATUM: 26.11.2004
PHILIPPE BERCLAZ

Comme l'avait annoncé son directeur Ulrich Gygi en début d'année, La Poste a rendu public plusieurs projets de réorganisation interne. L'entreprise postale a tout d'abord proposé d'externaliser 270 places de travail sur 800 dans le transport des envois postaux (projet RePot). Ensuite, La Poste a transformé son unité de cars en une société anonyme CarPostal Suisse. L'intégralité du capital est demeuré en main de La Poste. Les 1'300 employés concernés devaient être sortis de la CCT de La Poste, car l'entreprise avait l'intention de flexibiliser les salaires et de négocier des CCT dans les différentes régions. Quelques jours plus tard, La Poste a annoncé sa volonté de transformer également SecurePost (services de transports sécurisés) et Mobility Solutions (gestion des véhicules postaux) en sociétés anonymes dont elle restera propriétaire. Considérant ces externalisations comme une violation de la CCT et une **dissolution de la paix du travail**, les syndicats ont réagi. Le syndicat Transfair a saisi la commission paritaire de conciliation afin de contester le contournement de la CCT. Le chef du DETEC, Moritz Leuenberger, a tenté en vain lors d'une réunion de réconcilier les syndicats et La Poste. Mettant en œuvre ses menaces, le Syndicat de la communication

a, à nouveau, misé sur des actions symboliques. Elles se sont concrétisées par le blocage du travail de nuit de quatre bases de distribution. Le Syndicat ne contestait pas la création de SA à La Poste, mais celles-ci devaient appliquer selon lui la CCT de La Poste.⁴

ANDERES
DATUM: 23.05.2005
PHILIPPE BERCLAZ

Après négociations, La Poste, le syndicat de la communication et le syndicat Transfair ont trouvé un accord sur les conditions d'engagement du personnel en cas d'externalisation d'unités de La Poste. Il se traduit par une **nouvelle convention collective du travail (CCT)**, qui s'est largement inspirée de la CCT négociée pour La Poste. Les principales dispositions sur les salaires, ainsi que sur les réglementations du temps de travail, ne présentent pas de différences essentielles. La nouvelle CCT permet également de fixer des règles particulières dans des conventions d'affiliation propres à chaque société du groupe.⁵

ANDERES
DATUM: 23.11.2005
PHILIPPE BERCLAZ

Suite au blocage des négociations salariales, le Syndicat de la communication et Transfair ont appelé le personnel postal à descendre début novembre dans la rue, afin de **manifeste pour une hausse de salaire** de CHF 175 par mois. 3'000 employés de La Poste ont répondu à cet appel en défilant à Berne. La négociation entre La Poste et les syndicats a finalement abouti.⁶

Sozialpolitik

Bevölkerung und Arbeit

Kollektive Arbeitsbeziehungen

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 06.11.1992
MARIANNE BENTELI

Bei der Einschätzung der GAV manifestiert sich die bröckelnde **Sozialpartnerschaft** besonders deutlich. Die Arbeitgeberorganisationen plädieren immer offener für eine Deregulierung des Arbeitsmarktes und für mehr Wettbewerb bei den Löhnen. Arbeitgeber-Präsident Richterich stellte denn die GAV auch schon grundsätzlich in Frage. Seiner Meinung nach verhindern sektorielle, regionale oder nationale Vereinheitlichungen der Arbeitskosten die Konkurrenz. Die Gewerkschaften ihrerseits drohten mit Arbeitskämpfen und Streik, falls die Arbeitgeber die Gesamtarbeitsverträge durch Betriebsvereinbarungen ersetzen wollten.⁷

ANDERES
DATUM: 04.09.2001
MARIANNE BENTELI

Anders als im Vorjahr bei der SBB ging die Aushandlung des ersten GAV für die rund 50'000 Mitarbeitenden der **Post**, die ab 2002 obligationenrechtlich angestellt sind, nicht so schlank über die Bühne. Während die christliche Gewerkschaft Transfair der Regelung deutlich zustimmte, meldeten die Westschweizer und Tessiner Sektionen der Gewerkschaft Kommunikation Widerstand an. Dank grosszügiger Ferienregelung und einer Garantie der bisherigen Löhne bis 2004 stimmte aber doch eine Mehrheit dem GAV zu.⁸

Parteien, Verbände und Interessengruppen

Verbände

Arbeitgeber

Die sechs grössten Arbeitgebendenorganisationen und Verbände der **Logistikbranche** schlossen sich im November 2021 zu einem **neuen Dachverband mit der Bezeichnung «Zustellung Schweiz»** zusammen. Als Ziel nannten sie eine Vereinheitlichung der Anstellungsbedingungen in der Branche und den Abschluss eines Gesamtarbeitsvertrags (GAV). Zu diesem Zweck begannen sie Verhandlungen mit der Gewerkschaft syndicom und dem Personalverband transfair. Bei einem erfolgreichen Verhandlungsabschluss wollten die Sozialpartner anschliessend beim Bundesrat die Allgemeinverbindlichkeit des GAV beantragen. Wie ein Vertreter von syndicom erklärte, bestehe ein Bedürfnis nach einem GAV sowohl auf Arbeitnehmenden- als auch auf Arbeitgebendenseite, weil der Logistikmarkt sehr dynamisch sei, auch internationale Konzerne in die Schweiz drängten und die Anstellungsbedingungen bisher sehr unterschiedlich seien.⁹

Arbeitnehmer, Gewerkschaften

Die Delegierten der 30'000 Mitglieder zählenden Medien- und Kommunikations-Gewerkschaft **Syndicom** wählten im Juni 2023 Matteo Antonini zu ihrem **neuen Präsidenten**. Antonini war davor bereits als Leiter des Sektors Logistik für Syndicom tätig gewesen. In der Medienmitteilung wurde er mit der Überzeugung zitiert, «dass Gewerkschaften mittels Gesamtarbeitsverträgen und deren praktischer Kontrolle die Arbeitswelt positiv verändern können».

Antonini löste Daniel Münger ab, der seit 2017 an der Spitze der Gewerkschaft gestanden hatte und nun das Pensionsalter erreicht hatte. Als Erfolge von Müngers Amtszeit erwähnte Syndicom die Aushandlung und teilweise Allgemeinverbindlicherklärung neuer Gesamtarbeitsverträge in den Branchen Velokurier, Contact- und Callcenter sowie Netzinfrastruktur.¹⁰

1) Lib., 15.3.00; LT, 12.7 et 13.12.00.

2) Presse du 21.4.01; LT, 14.7, 21.7 et 7.9.01; Lib., 30.7.01; TG, 11.10.01.

3) Presse du 22.1 (annonce), 28.2 (pause), 22.4 (actions) et 6.6.04 (renoncement).

4) Presse du 9.10 (réorganisation du transport des envois postaux), 27.10 (CarPostal), 17.11 (Syndicat de la communication), 24.11 (Leuenberger), 25.11 et 26.11.04 (actions); LT, 5.11 (SecurePost et Mobility Solutions) et 11.11.04 (Transfair).

5) LT, 23.5.05.

6) LT, 28.10, 4.11, 21.11 (accord) et 23.11.05; presse du 14.11.05 (manifestation).

7) Arbeitgeber: TA, 24.6.92. Gewerkschaften: Presse vom 25.6.92; LZ, 6.11.92.

8) TA, 4.9.01; TG, 11.10.01. Die Direktion der SBB erklärte, die Einführung der im GAV festgehaltenen 39-Stunden-Woche habe sich nicht bewährt, sondern zu einer massiven Ausdehnung der Überzeit geführt; LT, 17.12.01.

9) Medienmitteilung Zustellung Schweiz vom 8.11.21; SGT online, 8.11.21; CdT, 9.11.21

10) Medienmitteilung Syndicom vom 17.6.23; CdT, 19.6.23